Document generated on 04/28/2024 10:38 p.m.

Jeu
Revue de théâtre

Le Québec et le monde

Louise Vigeant

Number 102 (1), 2002

URI: https://id.erudit.org/iderudit/26325ac

See table of contents

Publisher(s)

Cahiers de théâtre Jeu inc.

ISSN

0382-0335 (print)
1923-2578 (digital)

Explore this journal

Cite this document

Vigeant, L. (2002). Le Québec et le monde. *Jeu*, (102), 6–8.

Tous droits réservés © Cahiers de théâtre Jeu inc., 2002

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Éditorial

Le Québec et le monde

Le Québec, le Canada, la France défendent la même position devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) : la culture n'est pas un produit de consommation comme les autres, et les États doivent pouvoir continuer à soutenir la création artistique et sa diffusion sans se faire pénaliser sous prétexte de ne pas respecter les lois du marché. Essentiellement, nous adhérons au principe de l'exception culturelle, car nous croyons que l'identité même d'une collectivité est menacée si sa culture ne trouve pas à se manifester ou à rencontrer le public. Aussi devons-nous lutter contre le rouleau compresseur de la logique économique selon laquelle ne « mérite » de survivre sur le marché que ce qui répond aux exigences de l'offre et de la demande. Sans nier l'importance de la dimension économique des échanges culturels, le Québec, le Canada et la France cherchent ainsi à faire reconnaître d'autres dimensions plus essentielles de la chose culturelle, mises en péril actuellement par les positions de l'OMC. Les mécanismes de l'impérialisme culturel américain sont trop bien connus pour qu'on ne se méfie pas des discours prétendant que si la culture américaine est la plus consommée, c'est qu'elle est la meilleure, donc la plus en demande, la plus populaire, etc. Entendons qu'il ne vaut pas la peine d'en avoir d'autres puisque celle-là fait si bien l'affaire…

Il est impératif de souligner à nouveau la richesse que représente au contraire, sur le plan mondial, la diversité culturelle. Je me rappellerai toujours la position de Gaston Miron à ce propos : le Québécois est une « version » de l'homme dont le monde serait privé s'il venait à disparaître. Ainsi doit-on défendre toutes les cultures nationales – c'est-à-dire la création telle qu'elle s'exprime sur tous les territoires – afin que l'être humain s'expose dans sa pluralité. Pourrait même en dépendre notre capacité à vivre ensemble, car le respect de l'autre commence par la connaissance de l'autre.

D'aucuns disent que si l'Américain moyen avait vu plus de films produits ailleurs qu'aux États-Unis, lu des livres autres que ceux de ses propres écrivains, s'il s'était intéressé le moindrement à ce qui se passe ailleurs que dans sa cour, il aurait peut-être été un peu moins surpris des réactions de haine dont il a été témoin après les tragiques événements du 11 septembre 2001. Non, je ne m'éloigne pas du sujet. La compréhension du monde, de la vie, passe par la reconnaissance de l'existence de langues, de religions, de visions du monde différentes. Plus encore, le rapport à soi tout comme le rapport à l'Autre se définissent dans la comparaison. Et qui dit comparaison dit forcément diversité. Le contact, voire la confrontation sont indispensables à la formation de l'identité autant qu'à l'élaboration d'un système de valeurs.

À l'heure où la libéralisation des marchés se présente fallacieusement comme le seul modèle possible de développement – *le* progrès –, il devient impérieux de défendre une conception de la culture qui reconnaît la place primordiale qu'y joue le « particulier ».

Honoré Daumier, *le Déplacement des saltimbanques* (vers 1866). Plume et aquarelle rehaussée de sanguine. Hartford, Conn., Wadsworth Institute.

Il est faux de prétendre que hors la globalisation point de salut, d'autant plus quand mondialisation rime avec uniformisation. En effet, la libéralisation des marchés veut dire le plus souvent l'hégémonie des plus riches, qui parviennent à imposer leurs produits au détriment des nations plus petites, qui ne peuvent placer les leurs. Ce qui menace alors, c'est une homogénéisation des images et des représentations à travers le monde. Or, nous pouvons avoir une tout autre idée de la mondialisation si nous adhérons à un véritable internationalisme qui encourage les échanges sur une base respectueuse.

Traditionnellement, nous préférons nous voir plus près des Européens que des Américains sur ce plan. Toutefois, il y a souvent distorsion entre la théorie et la pratique. Dans les faits – et c'est là-dessus que je voudrais attirer l'attention –, au Canada, il est souvent plus facile d'avoir le réflexe commercial que culturel. C'est une question de mentalité… Chez bien des subventionneurs, la notion de culture se rappoche plus du divertissement que d'un partage de sensibilités ; ainsi voit-on peu les retombées autres que commerciales.

Qu'est-ce la France, l'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne ont fait au lendemain de la chute du mur de Berlin ? Ces pays ont ouvert des instituts et des centres culturels afin d'être près des gens de l'Est et aussi de leur donner accès à leur culture, pour laquelle d'ailleurs il y avait un fort appétit. Bien sûr – ne soyons pas angélique –, ils voyaient là l'ouverture de marchés potentiels, mais tout de même, je crois qu'ils affirmaient aussi, par là, leur volonté de participer au développement de cet esprit européen que la nouvelle donne politique avait vu émerger, voire de l'influencer. Ce n'était pas *d'abord* des considérations commerciales qui poussaient les pays européens à faire ce geste. Au contraire même, puisque le soutien de centres et de manifestations culturelles coûte cher et rapporte peu (du moins financièrement…). Aussi faut-il comprendre que le choix s'est forcément imposé pour une raison plus simple, et plus noble : les Européens connaissent le poids de la culture dans l'évolution des mentalités.

Ici, c'est différent. Bien sûr, dans les discours, les politiciens et les représentants des organismes gouvernementaux soulignent toujours l'intérêt des échanges culturels ; mais, justement, il ne s'agit *que* d'un *intérêt*, rarement entend-on souligner qu'il y a là une *nécessité*. Comme si, sous ces discours, se profilait encore l'idée que la culture, c'est une sorte de luxe, de surplus qu'on peut se permettre une fois que les choses les plus importantes ont été réglées. Comme si l'on ne croyait pas vraiment que la culture puisse influencer le cours du monde.

Dans cet esprit, les échanges culturels apparaissent, effectivement, comme un *commerce*. On pense alors en termes d'investissement. Que nous rapportent les voyages à l'étranger ? Combien coûte chaque représentation ? Cette compagnie pourrait-elle un jour rentrer dans ses frais ? Or, combien doit-il y avoir de représentations pour qu'on dise en haut lieu que « cela valait la peine » ? Comment, en fait, peut-on mesurer ce que « rapporte » le voyage d'un spectacle à l'étranger ?

C'est le genre de questions et de remarques qu'on pouvait entendre au Forum du Commerce international des arts de la scène (CINARS) 2001, en décembre dernier. Rassemblant des représentants des instances gouvernementales, des experts d'ici et de l'étranger, des compagnies de danse, de théâtre, des gens de la musique, de la variété et des arts multidiciplinaires, CINARS cherchait, cette année, à faire le portrait de l'état de la diffusion internationale. Nous reviendrons ultérieurement sur certaines doléances des participants, qui ressemblaient étrangement à plusieurs que nous formulons nous-mêmes, dans le milieu de l'édition des magazines culturels, mais pour l'instant, l'idéologie qui anime le soutien à la diffusion des spectacles québécois et canadiens me semblait en soi mériter réflexion.

Si le Québec et le Canada veulent vraiment que leurs artistes jouent pleinement leur rôle dans le concert des nations, leurs gouvernements doivent non seulement défendre le principe de l'exception culturelle auprès des organismes comme l'OMC, mais aussi, chez eux, modifier leur conception de l'échange culturel et mettre vraiment en place les moyens de réaliser les objectifs qu'ils disent partager avec les artistes. Il faut voir qu'une « vraie » mondialisation, ce n'est pas l'ouverture des marchés tous azimuts – car n'en résulterait que la saturation de ces marchés par ceux qui disposent des moyens les plus importants –, mais la possibilité pour chacun de faire voir sa création, d'où la nécessité du soutien étatique à la création et à la diffusion.

Nous pouvions sentir au Forum de CINARS une sorte d'appel à se méfier des règles du jeu capitaliste qui peuvent facilement faire oublier les raisons premières des échanges culturels. Sera-t-il entendu ?

Louise Vigeant